

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2020



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -92,123 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2020 s'élève à -92,123 Md€ contre -72,347 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-19,776 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 13,806 Md€, une baisse des recettes nettes de 3,265 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 2,705 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 130,899 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 12,327 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) » (12,317 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,198 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,762 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,903 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 4,960 Md€, au titre du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (3,500 Md€) et du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (1,460 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,780 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,144 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,988 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin avril 2020 s'élèvent à 130,899 Md€ contre 117,093 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+13,806 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 11,001 Md€ (montant principalement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 6,960 Md€, à l'augmentation des versements relatifs à la prime d'activité et au RSA pour 1,154 Md€ et à un versement de 0,983 Md€, au titre du financement de l'AAH, plus précoce qu'en 2019), des dépenses de

► **Mission Défense** : 4,347 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,053 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,160 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,932 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,085 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,920 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,093 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,113 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,305 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,641 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,857 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,726 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,029 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,688 Md€).

fonctionnement pour 2,187 Md€ (principalement au titre de la mission « Défense » et de la mission « Recherche et enseignement supérieur ») et des dépenses d'investissement pour 1,363 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense »). Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-1,001 Md€, écart lié à un abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » moindre qu'en 2019 suite à la baisse du montant des intérêts des OAT à taux fixe).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 61,232 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 7,515 Md€ ;

► **IR net** : 6,986 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,795 Md€, dont 1,682 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICFE et de la TICGN) et 0,736 Md€ de droits de mutations à titre gratuit ;

► **Fonds de concours** : 2,085 Md€ (montant principalement lié au financement de la formation et

de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, et au financement du fonds de solidarité pour les entreprises) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,789 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,696 Md€, principalement la DGF (-2,046 Md€) ;

► **IS net** : -3,172 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 3,418 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 73,298 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2020 s'élèvent à 73,298 Md€ contre 81,587 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,289 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes de TVA nette pour 6,377 Md€ (écart lié à des recettes brutes inférieures de 1,169 Md€ et à des R&D supérieurs de 5,208 Md€ à ceux de 2019) et d'IS net

pour 4,289 Md€ (écart lié à des recettes brutes en baisse de 1,101 Md€ et à des R&D en hausse de 3,188 Md€ par rapport à 2019). Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IR net de 3,862 Md€, en raison des recettes du circuit « PAS Collecteur », recouvrées dès janvier en 2020 alors qu'elles l'étaient à compter de février pour 2019, année de mise en œuvre du PAS.

Recettes non fiscales : 4,059 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2020 s'élèvent à 4,059 Md€ contre 1,827 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,232 Md€) s'explique

essentiellement par l'encaissement de l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE au titre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -18,832 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2020 s'élèvent à -18,832 Md€ contre -19,507 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,675 Md€) s'explique

essentiellement par une baisse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'UE à hauteur de 0,826 Md€ (suite à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2020 de l'UE).

Fonds de concours : 2,707 Md€

Les fonds de concours à fin avril 2020 s'élèvent à 2,707 Md€ contre 0,590 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,117 Md€) s'explique notamment

par le financement de la formation et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, et au financement du fonds de solidarité pour les entreprises.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,457 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 12,642 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixe) et des recettes pour 12,596 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,765 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,542 Md€ (essentiellement au titre des échéances de TH et TF) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » affiche des dépenses pour 1,000 Md€ (essentiellement au titre du

soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,500 Md€ (au titre d'un reversement de TICPE) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des recettes pour 0,650 Md€ (essentiellement au titre d'un remboursement par l'UE d'avance versée par l'Etat à l'ASP, dans le cadre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune) ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » présente des dépenses pour 0,632 Md€.

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2020 s'élève à -22,457 Md€ contre -19,752 Md€ à fin avril 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,705 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 2,473 Md€

(essentiellement en raison d'une baisse de 1,751 Md€ du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » liée à des dépenses supérieures à celles de 2020 ainsi qu'à des recettes de TH et à un remboursement d'avances de TICPE revenant aux départements plus faibles qu'en 2019).

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 928,703 Md€

La dette financière est en augmentation de 99,103 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 53,672 Md€) et la reprise de la dette SNCF pour 25,000 Md€. Le montant net des BTF a augmenté de 20,483 Md€.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-39 621	-92 123	-72 347	-67 215	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	46 293	130 899	117 093	116 674	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	13 743	61 232	64 498	69 210	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 986	22 126	18 264	18 264	
- IS *	-3 172	2 900	7 189	7 189	
- TVA	7 515	33 786	40 163	45 125	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-7 070	-22 457	-19 752	-19 752	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 411	133 131			16
Dette financière de l'Etat	22 505	1 928 703			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	11 086	44 577	44 323	44 338
Dépenses de fonctionnement	7 585	22 010	19 823	19 871
Charges de la dette de l'Etat	12 353	12 842	13 843	13 843
Dépenses d'investissement	1 048	6 082	4 719	4 719
Dépenses d'intervention	14 177	43 624	32 623	32 141
Dépenses d'opérations financières	45	769	770	771
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	46 293	130 899	117 093	116 674
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	15 436	73 298	81 587	86 277
Recettes non fiscales	707	4 059	1 827	1 853
Prélèvements sur recettes	-4 485	-18 832	-19 507	-19 510
Fonds de concours	2 085	2 707	590	590
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	13 743	61 232	64 498	69 210
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	18 228	80 064	84 005	88 720
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-32 551	-69 667	-52 596	-47 464
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-426	2 746	2 861	2 861
Solde des comptes de concours financiers	-6 526	-25 483	-23 010	-23 010
Solde des comptes de commerce	-111	326	424	424
Solde des comptes d'opérations monétaires	442	300	493	493
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-7 070	-22 457	-19 752	-19 752
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-39 621	-92 123	-72 347	-67 215



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 086	44 577	44 323	44 338
Rémunérations d'activité	6 159	25 375	25 376	25 376
Cotisations et contributions sociales	4 872	18 966	18 666	18 681
Prestations sociales et allocations diverses	55	236	281	281
AUTRES TITRES	35 208	86 322	72 770	72 336
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 585	22 010	19 823	19 871
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 278	9 104	7 740	7 755
Subventions pour charges de service public	5 307	12 907	12 083	12 116
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	12 353	12 842	13 843	13 843
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	12 353	12 842	13 843	13 843
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 048	6 082	4 719	4 719
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	686	4 425	3 522	3 559
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	362	1 657	1 197	1 160
Titre 6 - Dépenses d'intervention	14 177	43 624	32 623	32 141
Transferts aux ménages	3 908	19 108	17 665	17 065
Transferts aux entreprises	6 991	12 511	4 939	5 104
Transferts aux collectivités territoriales	1 210	3 395	2 663	2 662
Transferts aux autres collectivités	2 067	8 610	7 347	7 302
Appels en garantie	0	0	8	8
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	45	769	770	771
Prêts et avances	3	207	118	118
Dotations en fonds propres	42	128	98	98
Dépenses de participations financières	0	435	555	555
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	46 293	130 899	117 093	116 674



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2020		Cumul à fin avril 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	5	9	18	23	12
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	2	3	6	1
Fonds pour la transformation de l'action publique	4	6	13	15	9
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	0	1	2	2	1
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	136	204	1 216	1 035	1 014
Action de la France en Europe et dans le monde	98	114	703	594	578
Diplomatie culturelle et d'influence	18	73	372	313	299
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	16	141	129	136
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	307	278	1 303	1 219	1 066
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	174	168	708	662	536
Vie politique, culturelle et associative	5	6	105	103	70
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	128	104	490	454	460
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	184	133	1 155	815	860
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	84	37	805	481	522
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	48	45	156	145	141
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	51	193	189	196
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 296	248	2 351	1 182	1 174
Aide économique et financière au développement	792	17	1 358	473	575
Solidarité à l'égard des pays en développement	504	232	993	709	599
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3	108	1 657	1 546	1 607
Liens entre la Nation et son armée	1	1	14	6	9
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2	43	1 558	1 454	1 567
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	64	86	86	31
COHESION DES TERRITOIRES	587	429	13 091	3 822	3 901
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	367	294	800	546	417
Aide à l'accès au logement	2	0	11 970	3 032	3 352
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	184	109	188	133	47
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	4	7	20	48	40
Interventions territoriales de l'Etat	3	6	19	16	18
Politique de la ville	28	14	95	46	28
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	57	52	268	243	241
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	40	33	150	132	131
Conseil économique, social et environnemental	0	1	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	78	70	70
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	354	315	1 278	845	713
Patrimoines	19	68	355	247	226
Création	258	166	571	295	193
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	81	352	303	294
DEFENSE	3 375	4 347	15 371	18 367	16 022
Environnement et prospective de la politique de défense	70	202	679	634	559
Préparation et emploi des forces	885	932	4 751	3 599	3 299
Soutien de la politique de la défense	2 069	2 053	7 919	7 633	7 230
Equiperment des forces	352	1 160	2 021	6 501	4 935
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	39	50	257	241	377
Coordination du travail gouvernemental	35	46	207	193	177
Protection des droits et libertés	4	4	49	48	47
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	153



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2020		Cumul à fin avril 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	542	2 113	9 877	5 280	4 864
Infrastructures et services de transports	226	1 305	3 044	1 645	1 446
Affaires maritimes	17	27	89	59	52
Paysages, eau et biodiversité	17	20	79	68	28
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	1	143	435	294	245
Prévention des risques	14	27	638	206	203
Energie, climat et après-mines	14	116	1 947	919	777
Service public de l'énergie	0	201	2 482	979	1 020
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217	239	1 129	1 074	1 094
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs) ⁽¹⁾	35	35	35	35	0
ECONOMIE	399	232	1 055	841	659
Développement des entreprises et régulations	334	170	615	408	225
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	53	51	159	152	140
Stratégie économique et fiscale	12	12	282	281	294
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	12 337	12 327	12 841	12 912	13 961
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	12 317	12 317	12 806	12 806	13 843
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	9	0	9	0	8
Epargne	11	10	26	25	31
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 016	6 198	26 008	25 841	25 414
Enseignement scolaire public du premier degré	1 890	1 903	7 640	7 639	7 498
Enseignement scolaire public du second degré	2 749	2 762	11 202	11 194	11 177
Vie de l'élève	456	520	2 931	2 906	2 688
Enseignement privé du premier et du second degrés	652	679	2 836	2 833	2 848
Soutien de la politique de l'éducation nationale	154	153	782	663	685
Enseignement technique agricole	115	181	618	606	518
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	813	832	3 611	3 386	3 427
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	589	608	2 582	2 491	2 556
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	87	83	363	316	295
Facilitation et sécurisation des échanges	128	126	524	505	501
Fonction publique	10	14	141	74	75
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	144	160	592	515	488
Immigration et asile	128	149	480	428	403
Intégration et accès à la nationalité française	16	10	111	87	85
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	190	245	190	1 402	825
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	190	245	190	297	173
Valorisation de la recherche	0	0	0	450	313
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	655	339
JUSTICE	685	776	3 367	3 045	3 112
Justice judiciaire	246	264	1 331	1 168	1 171
Administration pénitentiaire	250	297	1 158	1 201	1 126
Protection judiciaire de la jeunesse	53	72	380	273	268
Accès au droit et à la justice	107	110	271	270	434
Conduite et pilotage de la politique de la justice	29	33	224	132	111
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	72	54	414	232	188
Presse et médias	47	52	165	151	107
Livre et industries culturelles	25	2	249	81	81
OUTRE-MER	86	64	1 506	660	729
Emploi outre-mer	18	19	1 335	537	654
Conditions de vie outre-mer	69	44	170	123	75



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2020		Cumul à fin avril 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	1 472	4 960	6 972	6 960	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	0	3 500	5 500	5 500	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	1 472	1 460	1 472	1 460	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	993
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	152	4 780	24 368	13 037	11 777
Formations supérieures et recherche universitaire	81	3 144	12 950	6 580	6 512
Vie étudiante	15	322	1 728	1 311	1 199
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	9	988	5 816	2 614	2 193
Recherche spatiale	0	0	1 938	1 279	726
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1	197	1 196	815	783
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	18	47	419	269	209
Recherche duale (civile et militaire)	0	9	149	9	10
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	1	2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	28	71	171	160	144
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	30	510	5 634	2 471	2 529
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	30	340	3 763	1 633	1 624
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	754	344	353
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 116	494	551
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	901	854	1 268	1 510	1 051
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	895	846	1 146	1 375	974
Concours spécifiques et administration	6	9	122	135	77
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 596	10 613	45 504	45 485	37 273
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	10 419	10 436	44 129	44 110	35 903
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	177	177	1 375	1 375	1 370
SANTE	275	103	1 287	531	408
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	275	103	476	207	56
Protection maladie	0	0	811	324	352
SECURITES	1 717	1 641	7 073	6 678	6 676
Police nationale	856	857	3 529	3 531	3 464
Gendarmerie nationale	789	726	3 342	2 951	3 044
Sécurité et éducation routières	2	3	13	10	7
Sécurité civile	70	55	189	186	162
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	144	3 085	24 832	10 425	8 544
Inclusion sociale et protection des personnes	130	1 093	11 583	4 547	3 380
Handicap et dépendance	-46	1 920	12 400	5 399	4 596
Egalité entre les femmes et les hommes	5	5	8	8	3
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	55	68	841	472	565
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	14	158	1 109	489	460
Sport	11	11	289	150	156
Jeunesse et vie associative	3	147	512	298	261
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	307	41	43
TRAVAIL ET EMPLOI	934	1 029	5 171	4 352	4 000
Accès et retour à l'emploi	460	688	2 993	2 208	2 070
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	417	284	1 923	1 917	1 699
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	4	25	13	13
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	53	230	214	218
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	43 861	56 906	221 636	176 383	154 366
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	33 265	46 293	176 132	130 899	117 093

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Impôt sur le Revenu (A)	7 030	28 199	24 380	24 380
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	85	499	641	641
Impôt sur les sociétés (C)	252	12 273	13 387	13 387
Impôt sur les sociétés	246	12 023	13 124	13 124
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	6	250	262	262
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	803	4 171	3 297	3 297
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	67	300	263	263
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	176	1 129	650	650
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	11	238	252	252
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	9	33	26	26
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	4	14	14
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	76	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	27	37	37
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	454	2 107	1 901	1 901
Taxe sur les services numériques	41	73	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	39	181	133	133
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	-45	2 234	3 565	3 292
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 129	59 912	61 081	66 042
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 795	11 496	12 509	12 511
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	16	156	146	146
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	8	71	69	69
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	12	4	4



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	63	698	945	945
Mutations à titre gratuit par décès	673	3 042	3 505	3 505
Contribution de sécurité immobilière	40	231	248	248
Autres conventions et actes civils	17	109	143	143
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	22	144	173	173
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	18	79	78	63
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	3	31	58	58
Timbre unique	-10	62	101	101
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	20	207	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 682	4 246	4 563	4 563
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	1	9	17	17
Taxe générale sur les activités polluantes	1	4	4	4
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	4	19	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	88	89	89
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	9	21	21
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	17	18	18
Taxe sur certaines dépenses de publicité	19	20	21	21
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	574	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	9	22	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	330	561	715	715
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	0	122	234	234
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	70	127	127
Prélèvement sur les paris sportifs	36	175	166	166
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	27	22	22
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	230	561	349	349
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	20	128	92	109
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	26 049	118 783	118 860	123 550
TOTAL GENERAL (net de R&D)	15 436	73 298	81 587	86 277

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	89	32	32
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	86	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	4	15	15
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	405	692	197	222
Revenus du domaine public non militaire	14	65	53	53
Autres revenus du domaine public	0	1	2	2
Revenus du domaine privé	0	113	53	53
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	11	132	86	86
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	26
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	380	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	95	388	379	379
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	38	73	79	79
Autres frais d'assiette et de recouvrement	56	310	295	295
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	1	2	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	45	97	157	157
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	17	22	22
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	24	24	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	19	37	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	16	56	56
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	55	55



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	51	2 378	549	549
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	19	26	199	199
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	29	105	105
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	2	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	27	2 268	189	189
Frais de poursuite	0	3	4	4
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	0	0
Divers (F)	111	415	513	513
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	81	84	97	97
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	-5	26	53	53
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	2	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	3	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	2	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	2	2
Récupération d'indus	1	4	14	14
Recouvrements après admission en non-valeur	6	35	40	40
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	8	12	12
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	10	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	14	127	156	156
Produits divers	0	14	19	19
Autres produits divers	10	100	67	67
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	707	4 059	1 827	1 853



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 696	-10 247	-10 097	-10 099
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 046	-8 182	-8 118	-8 151
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-271	-886	-891	-891
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-2	-2
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-247	-989	-1 018	-1 018
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-3	-3	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-36	-71	-36	-36
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-2	-2	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	-76	-76	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-15	-38	-30	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 789	-8 585	-9 411	-9 411
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 485	-18 832	-19 507	-19 510
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	2 079	2 625	536	536
Fonds de concours - coopération internationale	6	82	54	54
TOTAL FONDS DE CONCOURS	2 085	2 707	590	590

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€								
Comptes d'affectation spéciale	6 885	6 459	23 014	22 040	25 761	24 901	2 746	2 861
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	116	0	161	0	45
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	36	56	71	104	390	488	318	385
Développement agricole et rural	1	3	3	2	12	13	10	11
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	55	31	80	109	124	126	44	17
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	52	0	52
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	19	8	181	73	98	148	-82	74
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	540	530	682	129	1 613	44	931	-85
Pensions	5 234	5 330	19 466	19 244	20 877	20 842	1 411	1 598
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	1	0	71	117	70	117
Transition énergétique	1 000	500	2 531	2 262	2 575	2 910	44	648
Comptes de concours financiers	9 855	3 329	38 529	37 525	13 046	14 516	-25 483	-23 010
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	400	650	1 591	1 531	650	700	-941	-831
Avances à l'audiovisuel public	632	137	1 579	1 287	582	781	-996	-506
Avances aux collectivités territoriales	8 765	2 542	35 101	34 578	11 687	12 915	-23 414	-21 663
Prêts à des Etats étrangers	38	0	57	79	114	119	57	40
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	21	0	201	50	12	0	-189	-50
Comptes de commerce	12 850	12 739	14 370	15 485	14 696	15 909	326	424
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	53	26	196	215	368	247	173	33
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	18	17	55	56	53	53	-2	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	56	56	428	420	428	420	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	28	7	92	101	135	230	43	129
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	12 642	12 596	13 461	14 543	13 461	14 538	0	-5
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	1	0	1	0
Opérations commerciales des domaines	5	2	15	16	15	18	0	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	7	6	6	4	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	46	32	117	128	228	399	112	271
Comptes d'opérations monétaires	13	455	287	227	587	719	300	493
Emission des monnaies métalliques	13	6	60	64	15	37	-45	-27
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	450	226	160	572	680	346	519
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	2	0	2	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	29 603	22 982	76 200	75 277	54 089	56 045	-22 111	-19 232
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	29 603	22 533	75 974	75 117	53 517	55 365	-22 457	-19 752

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	101	403
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	91	390
		Total organismes à caractère financier	610	193	803
	CEPL	Régions	3 177	765	3 942
		Départements	7 387	-1 381	6 006
		Communes	25 264	-3 274	21 990
		HLM	237	-59	177
		Autres	25 492	-1 879	23 614
		Total CEPL	61 558	-5 828	55 730
		Etablissements publics de santé	5 578	548	6 126
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	7 469	24 046
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	2 028	8 315
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	2 122	5 932
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	256	1 746
		Total établissements publics nationaux	28 165	11 875	40 040
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	41	15 496
		Union européenne	3 281	-2 777	504
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	70	3	73
		GIP	841	105	946
EPL		2 522	1 263	3 785	
Autres correspondants		10 275	-661	9 614	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	-46	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	664	14 418	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	4 715	133 117	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	-6	15	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	21	-6	15	
Total Passif (A)		128 422	4 709	133 132	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		128 422	4 710	133 131	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	74 155	1 896 978
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	53 672	1 769 562
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	53 672	1 769 562
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	47 839	1 537 333
- <i>taux variable</i>	200 264	5 700	205 964
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	20 483	127 416
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	20 483	127 416
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	24 948	31 724
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	99 103	1 928 703



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.